

LE BULLETIN

32 av. de l'Europe
38030 GRENOBLE CEDEX 2

04 76 09 65 54

accueil@cgt-isere.fr

ud38.reference-syndicale.fr

MARS 2025

N° 806

la
cgt
ISÈRE

DOSSIER:

**GARDER L'INDUSTRIE
EN ISÈRE**



SOCIÉTÉ

**LOI DE FINANCE
ET PLFSS 2025,
BARNIER BAYROU
MÊME COMBAT !!!**

p. 6

LUTTES

**L'ÉQUIPE DE LA
MÉDIATHÈQUE D'EYBENS
EN GRÈVE POUR LA DÉFENSE
DU SERVICE PUBLIC ET
DE LA CULTURE**

p. 8

INTERNATIONAL

**BURKINA FASO :
NOS CAMARADES
BURKINABÈ PEUVENT
COMPTER SUR NOTRE
SOLIDARITÉ ISÉROISE !**

p. 11

SOMMAIRE

2 ÉDITO

4-5 DOSSIER

« GARDER L'INDUSTRIE EN ISÈRE »

4 Vencorex : le combat pour sauver l'industrie chimique

5 Arkema : ça lutte énormément !

6 SOCIÉTÉ

6 Loi de finance et PLFSS 2025, Barnier Bayrou même combat !!!

7-10 VIE SYNDICALE

7 Élections TPE

Victoire aux élections Chambres d'agriculture en Isère !

8 L'équipe de la médiathèque d'Eybens se mobilise pour la défense du Service Public et de la culture

9 La CGT à l'offensive pour gagner un service public de santé de proximité, par la création de centres de santé

Les retraités en colère et en action

10 Un repas festif réussi à LSR Formation - Journée d'étude

11 INTERNATIONAL

11 Nos camarades burkinabè peuvent compter sur notre solidarité iséroise !



édito

Léa Martinez Comelli

Secrétaire à
de l'UD CGT

ÉLECTION TPE

8 mars 2025 : Grève féministe et mobilisations syndicales, un combat commun pour l'égalité et la justice sociale

Le 11 février dernier, la Confédération CGT a organisé une journée de préparation pour la grève féministe du 8 mars, marquée par la présence des gardiennes de troupeaux de l'Isère, et plus de 200 participant-e-s.

Ces travailleuses ont fait état de leur résistance et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles qu'elles subissent de la part des exploitants agricoles et des touristes notamment. Leurs témoignages ont mis la

focale sur un secteur précarisé et invisibilisé, qu'est le secteur des ouvrières et ouvriers agricoles.

«LEURS TÉMOIGNAGES ONT MIS LA FOCALÉ SUR UN SECTEUR PRÉCARISÉ ET INVISIBILISÉ, QU'EST LE SECTEUR DES OUVRIÈRES ET OUVRIERS AGRICOLES»

Cette année, le 8 mars s'inscrit dans un contexte plus large de luttes syndicales, notamment celles du 20 mars prochain pour l'abrogation de la réforme des retraites. La CGT dénonce toujours cette réforme qui pénalise gravement la santé des travailleurs-ses et des retraité-es, tout en exacerbant les inégalités de genre.

En Isère, les mobilisations se multiplient : dans l'industrie, avec les combats chez Arkéma et Vencorex, mais aussi autour des congés menstruels dans les collectivités, menacés de suppression par la Préfète.

Directeur de la publication :

Nicolas BENOIT

Imprimé par nos soins

N° CPPAP

0226 S 05444

I.S.S.N. 1154-6670



Je rejoins la cgt !



Ces luttes locales résonnent avec les débats nationaux à l'Assemblée, où le gouvernement refuse toujours d'entendre les revendications des citoyen·e·s et des syndicats, à coup de 49.3 !

La CGT rappelle que 5,5 milliards d'euros suffiraient à financer l'égalité salariale réelle en France, une somme qui éviterait de justifier de réformes inégalitaires comme celle de la retraite à 64 ans. Ces milliards, volés aux travailleurs·ses par les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises, doivent être réinvestis dans les services publics, la santé et les retraites !

Face à la montée de l'internationale fasciste, rejoignez la résistance en luttant pour l'égalité !

«Face à la montée de l'internationale fasciste, rejoignez la résistance en luttant pour l'égalité !»

Camarades de l'Isère, rejoignez les actions dans les boîtes et administrations ! Organisez des AG, faites des visites de services, rencontrez les travailleuses. Formez-vous et formez les salarié·es, pour construire un rapport de force !

**Si rien ne change, l'égalité ne sera atteinte qu'en 2186. Contraignons le patronat et le gouvernement !
Le 8 mars, grevons !**

**# UN
JOUR
SANS
NOUS**



**8 MARS : JOURNÉE
INTERNATIONALE DES
DROITS DES FEMMES :**

manifestation féministe
à Grenoble

**RENCONTRE INTER-UL
SUD ISÈRE :**

18 mars

**MANIFESTATION RÉGIONALE
DES RETRAITÉS :**

20 mars
devant l'ARS (Lyon)

**AG DES SYNDICATS
DU TERRITOIRE
DE VILLEFONTAINE :**

21 mars

**JOURNÉE D'ÉTUDE
ICTAM:**

10 avril



LES
DATES



VENCOREX : LE COMBAT POUR SAUVER L'INDUSTRIE CHIMIQUE

«67 JOURS À SE RELAYER SUR LE PIQUET DE GRÈVE POUR LES SALARIÉS, REJOINTS RÉGULIÈREMENT PAR DES SOUTIENS LOCAUX POUR UN MOT, UN REPAS, UN PEU DE MATÉRIEL»

Bien avant la mise en redressement judiciaire de l'entreprise, « le collectif des 2 plateformes » réunissant les syndicats CGT de Pont de Claix, Jarrie, l'UD et la FNIC alertait sur le potentiel effet domino d'une chute de Vencorex. Quelques mois plus tard, le constat est là : un seul repreneur, le principal concurrent qui avait plombé le marché et qui se présente en sauveur (sic) ! 54 salariés potentiellement repris sur 450 et une chaîne de valeur qui se casse la figure. Et des industriels comme Arkema qui profitent de la situation pour lancer un PSE avant même que Vencorex ne soit arrêté.

Dès l'annonce, les salariés réunis en Assemblée générale ont immédiatement voté la grève reconductible et l'occupation de l'entrée de l'usine. 67 jours à se relayer sur le piquet de grève pour les salariés, rejoints régulièrement par des soutiens locaux pour un mot, un repas, un peu de matériel. Cette solidarité qui fait chaud au cœur et qui donne espoir chaque jour dans ce combat de classe. Plusieurs journées nationales d'action ont été organisées par la Fédération Nationale des Industries Chimiques ; un véritable succès puisque des centaines de salariés se sont déplacés de toute la France à chaque fois. Pont de Claix a été déclaré l'épicentre de la lutte. Le séisme qui va secouer l'industrie chimique avec l'effet en cascade qui suivra la chute de Vencorex sera massif et nous pouvons craindre une mise à mal de toute la filière. A l'heure où l'entend que la réindustrialisation est nécessaire, il faut arrêter les belles paroles et stopper net ces plans de suppression de poste et ces fermetures d'usine.

«136 SALARIÉS POURRAIENT ÊTRE RAPIDEMENT ÊTRE MIS À LA PORTE, AVANT MÊME QUE LE TRIBUNAL DE COMMERCE NE STATUE SUR LE SORT DE L'ENTREPRISE LE 6 MARS PROCHAIN.»

se présente en sauveur (sic) ! 54 salariés potentiellement repris sur 450 et une chaîne de valeur qui se casse la figure. Et des industriels comme Arkema qui profitent de la situation pour lancer un PSE avant même que Vencorex ne soit arrêté.

Va-t-on laisser fermer ce site chimique de plus d'un siècle, avec sa technologie et ses compétences spécifiques ? La CGT dit halte au gâchis !

A la date où nous écrivons, un premier plan de licenciement est en train d'être validé par les autorités, 136 salariés pourraient être rapidement être mis à la porte, avant même que le tribunal de commerce ne statue sur le sort de l'entreprise le 6 mars prochain...

Parce que de Vencorex dépend toute une industrie en aval, et notamment des productions stratégiques (nucléaire, défense, réseau électrique), la CGT et de nombreux élus locaux portent un projet de nationalisation de l'entreprise. Avec plus de 2 mois de grève, nous avons gagné la bataille médiatique et à faire imposer cette idée que la nationalisation temporaire de l'entreprise est la seule issue valable pour pérenniser Vencorex mais aussi toute la filière. La CGT continue à se battre sur tous les fronts pour entraver ce plan macabre organisé par des industriels, cautionné par le gouvernement.

Severine Dejoux,
déléguée CGT Vencorex





ARKEMA : ÇA LUTTE ENORMÈMENT !

Suite à l'annonce de la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise Vencorex suite au départ de son actionnaire thaïlandais, Arkema a tout de suite fait arrêter ses unités sud, la chimie du chlore. Dès lors, la CGT a clairement exprimé la possibilité de maintenir son activité et aujourd'hui la direction reconnaît que ce n'est qu'une question de rentabilité.

30 millions par an à Jarrie, ce n'est pas assez pour notre groupe.

Depuis le 4 décembre les unités sud sont en grève, un piquet de grève est ins-



tallé et notre voisin Framatome n'est plus approvisionné en chlore.

Aucune garantie sur l'avenir des activités Nord (chlorate, perchlorate et eau oxygénée) malgré notre insistance, et le 13 janvier, ces fabrications se sont mises en grève également.

Depuis l'usine est à l'arrêt, les portails sont bloqués et plus aucun produit ne sort.



Le 29 janvier, la direction convoque un CSE central est officialise sa position. C'est une fermeture totale de l'usine sud, et la suppression de 154 postes via une procédure de PSE qui durera maximum 3 mois.

Nos activités sont pourtant stratégiques : les Jarylecs (créées à Jarrie) fournissent 75% des huiles de transformateurs en Europe, notre Chlore fournit nos autres usines Arkema et Framatome (pour les centrales nucléaires, seule production française), notre perchlorate est l'élément essentiel des boosters de la fusée Ariane et des missiles nucléaires. L'eau oxygénée sert dans les papeteries et la microélectronique.

La chimie française est interconnectée, issue des entreprises nationalisées Elf et Rhone Poulenc. L'arrêt de Pont de Claix et de Jarrie ont déjà des conséquences sur la vallée de la chimie à Lyon et sur d'autres sites en France.

Notre travail syndical se fait dans un premier temps en travaillant les sujets, expliquant comment l'usine est capable de continuer, en démontant les arguments plus qu'approximatifs de la direction. Travail avec les élus locaux, pour porter un projet de renationalisation de nos plateformes. Travail également avec les experts désignés pour nous épauler sur ce



PSE. Et dans le même temps, faire vivre un piquet de grève, le médiatiser, être présent avec les salariés pour ne pas tomber dans le piège patronal de désinformation et de guerre psychologique.

Devant notre détermination, la direction menace de fermer le site dans son intégralité, ce qui montre bien que les incertitudes pour la partie nord du site sont bien réelles.

Nous ne lâcherons rien et continuerons le combat jusqu'au dernier jour. Plus de 110 ans de vie industrielle mis à la poubelle pour le profit de nos actionnaires.

«DEVANT NOTRE DÉTERMINATION, LA DIRECTION MENACE DE FERMER LE SITE DANS SON INTÉGRALITÉ, CE QUI MONTRE BIEN QUE LES INCERTITUDES POUR LA PARTIE NORD DU SITE SONT BIEN RÉELLES»

Alexandre Fiat, délégué CGT





LOI DE FINANCE ET PLFSS 2025, BARNIER BAYROU MÊME COMBAT !!!

Alors que le gouvernement BARNIER illégitime, avait été censuré suite à la présentation du PLF 2025 ; BAYROU qui représente un des plus petits groupes de l'Assemblée Nationale, nomme un gouvernement issu de la vieille droite et du parti présidentiel largement rejeté par les urnes en juillet dernier.

Le nouveau premier ministre poursuit dans la même politique, sur le dos des salarié-e-s qui devront une fois encore payer l'addition !

Une réduction des dépenses de l'État de 2 % prévoyant une baisse de 32 % des dépenses publiques, attaquant notamment les budgets alloués :

- -3.104 Mds au travail et à l'emploi ;
- -2.579 Mds à l'écologie ;
- -1.674 milliard à l'aide publique et au développement ;
- -1.566 milliard à la recherche et l'enseignement.

Le gouvernement fait le choix de la main tendue au RN en appliquant leurs politiques racistes, en adoptant une réduction des crédits dédiés à l'AME. Ce gouvernement illégitime, surfe sur l'idéologie raciste du RN, avec la suppression du droit du sol sur Mayotte, avec en ligne de mire la prolongation sur l'ensemble du territoire national.

Les grands perdants de ce budget sont les fonctionnaires qui en plus de subir encore le gel du point d'indice, et malgré l'annulation de l'augmentation des jours de carences, se voient punis avec le maintien d'un jour carence et 10 % de traitement en moins sur les jours d'arrêts maladies.

L'éducation Nationale, bien heureuse de conserver les 4000 postes d'enseignants, devra elle aussi faire l'effort des 50 millions d'Euros qui seront bien retirés au ministère de l'Éducation.

L'écologie devra elle aussi repasser pour espérer lutter contre le réchauffement climatique, les services publics, bien que notre seule richesse, subissent encore et toujours des baisses de financement.

PLF et PLFSS Même dégâts !

L'un accélère la détérioration des services publics, l'autre prévoit la baisse des prestations sociales et la dégradation de l'offre de soins.

Alors qu'ils annoncent un déficit pour la Sécurité sociale de 24 milliards d'euros en 2025, au lieu des 16 annoncés en octobre dernier, il est important de rappeler que le « trou de la Sécu » est un déficit créé artificiellement, puisqu'il n'est que le résultat de leur politique, qui amène au tarissement des sources de financements, exonération de cotisations patronales de 90 milliards en 2024 et cadeaux fiscaux aux riches et aux patrons !!!

Bien que l'Objectif National de dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM) progresse de 3.4%, le sous ONDAM hospitalier est lui aussi rehaussé, avec une rallonge d'un milliard d'euros pour les hôpitaux et 300 millions d'euros pour le secteur de la personne âgée ; ce qui reste largement insuffisant pour répondre à l'urgence de la situation.

L'endettement de nos hôpitaux doit nous alerter tant la situation est grave, si grave que le directeur de l'assistance publique à Marseille un des plus grands CHU de France alerte et demande à l'État de prendre ses responsabilités en reprenant la dette des hôpitaux, la seule charge des intérêts dépasse chaque année 1 milliard d'euros.

Dans les EHPAD la situation est tout autant dramatique, les établissements subissent de plein fouet les effets de l'inflation et des accords SEGUR qui n'ont pas été compensés par l'Etat. Un décret paru le 31 décembre 2024 fixe d'ailleurs la possibilité pour les établissements publics de fixer des tarifs en fonction des revenus des résidents, laissant là encore, les plus démunis dans l'impossibilité d'accéder aux EHPAD...

De l'austérité et encore de l'austérité, l'assurance maladie devra réaliser des économies :

- Un effort supplémentaire sur les médicaments, qui sera contractualisé avec les industries de santé ;

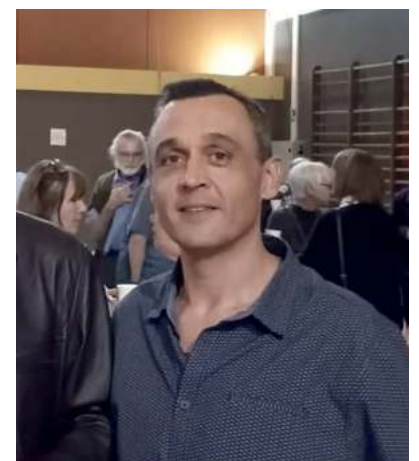
- Baisse du plafond des indemnités journalières en cas d'arrêt de travail (1.4 smic contre 1.8 aujourd'hui) ;
- La poursuite de lutte contre la fraude, mais jamais contre la fraude des voyous en col blanc !
- Instauration de la taxe soda, de la fiscalité sur les jeux d'argent, ou encore de la taxe « lapin ».

Pour faire face au déficit de la CNRACL une hausse des cotisations des employeurs territoriaux et hospitaliers de 12 points est prévue jusqu'en 2028, un décret du 30 janvier 2025 acte cette hausse ; **pour un établissement comme l'EHPAD Bellefontaine du Péage de Roussillon, 143 agents c'est plus 84 000 euros non compensés par l'État cette année...**

STOP !!! Nous ne pouvons plus accepter ces choix politiques mortifères qui vont précipiter bons nombres d'entre nous dans la pauvreté et la misère, d'autres choix sont possibles...

Alors que nous allons fêter les 80 de la Sécu et les 130 ans de la CGT, œuvrons pour une société qui réponde aux besoins de tous et le 100% SECU.

Anthony Martinez, secrétaire Union locale Roussillon-Beaurepaire





ÉLECTION TPE

«POUR L'ISÈRE NOUS GARDONS AUSSI LA PREMIÈRE PLACE AVEC 28,4 %»



Le quatrième cycle des élections professionnelles s'est terminé par les élections TPE (Très Petites Entreprises), avec en national, 4,2 % de suffrage exprimé. La représentativité de la CGT de celles-ci place la CGT à la première place, en national avec 27,64 % soit 1,3 % de plus que le dernier cycle. Pour l'Isère nous gardons aussi la première place avec 28,4 % et 4,19 de suffrage. Nous pouvons féliciter les camarades des ULs et des professions qui ont œuvré pour le vote CGT, même si le nombre de votant.es reste trop faible.

Au cycle précédent, c'est les élections TPE qui ont pu faire rester la CGT Isère première organisation.

La représentativité est importante dans la vie démocratique des travailleurs et des travailleuses. En effet, nous avons besoin d'une forte représentativité pour pouvoir négocier à notre avan-

tage des droits nouveaux, ne pas perdre nos conquises et pour continuer à mettre la pression sur les autres syndicats.

C'est pour cela, qu'il est important de commencer dès à présent la campagne élections pro du cinquième cycle. Avec les élections de la Fonction Publique en 2026, les élections CSE qui auront leur apogée en 2026. Se renforcer où la CGT est présente et s'implanter ou nous ne sommes pas. Les formations « gagner les élections » faites lors du cycle dernier ont fait leur preuve, en augmentant la représentativité de la CGT dans les syndicats qui l'on effectué à chaque fois.

Alors j'invite d'ores et déjà les syndicats à se rapprocher de l'Union Départementale pour demander cette formation.

Marie-Laure Cordini,
secrétaire à la Vie Syndicale

VICTOIRE AUX ÉLECTIONS CHAMBRES D'AGRICULTURE EN ISÈRE !

Le dépouillement des élections chambres d'agriculture a eu lieu hier.

Dans le collège des salariés de la production agricole (qui sert au calcul de la représentativité) sur le département de l'Isère, la Cgt arrive en tête passant de 25,77% en 2019 à 32,56% en 2025 et progresse de 38 voix, 9 voix devant la Cfdt. 9 voix qui ont certainement été arrachées grâce au travail commun UL-Fédé et à la bonne implication des UL iséroises pour le collage et devant les entreprises, notamment les UL de Saint-Marcellin, Villefontaine, Roussillon... Merci à elles!

Pour que l'on arrive pas à ce bon résultat sur le département, la chambre d'agriculture et la préfecture de l'Isère ont fait la guerre à la CGT pendant les 5

mois du processus électoral. Notamment en excluant nos candidats des listes électorales (il aura fallu saisir le tribunal judiciaire pour les faire inscrire), en répondant favorablement à la Cfdt sur des dispositions contraires au règlement (code rural et instruction ministérielle),.....

Leur stratégie aura échoué !

Encore merci aux UL ayant participé !

Damien Ferrier,
secrétaire de l'union régionale
agroalimentaire et forestière
CGT Rhône-Alpes





L'ÉQUIPE DE LA MÉDIATHÈQUE D'EYBENS SE MOBILISE POUR LA DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC ET DE LA CULTURE



L'équipe de la médiathèque d'Eybens était en grève le mercredi 5 février 2025, et jeudi 13 février 2025. En cause, la perte de 3 postes faisant passer l'effectif de 9 à 6 agent-es dès ce mois de février. Conséquences : horaires d'ouverture réduits, mission de service public dégradée, animations, partenariats et ateliers annulés... Le tout dans un équipement pour-

«LE TEMPS DES APPLAUDISSEMENTS EST BIEN LOIN»

tant plébiscité par le public.

À Eybens, la médiathèque n'est pas le premier service à avoir subi les suppressions de postes : les espaces verts ont eut depuis ces dernières années déjà cinq postes en moins, et d'autres services comme le sport et l'administratif sont touchés. La collectivité annonce que dans les 3 années à venir 15 suppressions de poste sont à prévoir.

Le temps des applaudissements est bien loin. Aujourd'hui nous sommes montrés du doigt et accusés d'être celles et ceux qui creusent les déficits.

Alors que nos services publics sont à bout de souffle, le gouvernement décide à nouveau de les amputer en prévoyant notamment :

- 5 milliards d'euros d'économies dans les collectivités territoriales,
- un solde de 2 200 suppressions de postes dans la fonction publique.

Nous n'avons pas à endosser les responsabilités de politiques budgétaires déviantes et coupables des précédents gouvernements. La cure d'austérité sur le dos de celles et ceux qui travaillent chaque jour pour l'intérêt général doit cesser.

Que veut-on comme services publics pour demain ? Comment répondre aux usagers, comment porter nos missions ?

Pour la défense et la promotion des services publics territoriaux prenons la parole.

Le service public est le patrimoine de celles et ceux qui n'en ont pas. C'est ce patrimoine que nous devons défendre et remettre en valeur.

Battons-nous pour maintenir tous nos services publics.

Betty DEMANGE
Secrétaire du Syndicat
de la ville d'Eybens



EUSTACHE ET OSLAID À L'ÉCOUTE DU MONDE





LA CGT À L'OFFENSIVE POUR GAGNER UN SERVICE PUBLIC DE SANTÉ DE PROXIMITÉ, PAR LA CRÉATION DE CENTRES DE SANTÉ !!!

A l'initiative des Unions locales CGT de Bourgoin, La Tour du Pin, Voiron, Villefontaine et Roussillon/Beaurepaire, un rassemblement devant la permanence du Député « les Républicains » de la 7^e circonscription de l'Isère, Yannick NEUDER a été organisé pour dénoncer la crise d'accès aux soins que subissent les Isérois.

Lors de ce rassemblement la CGT a obtenu une rencontre avec le Député, qui n'est autre que le rapporteur Général de la commission des finances de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale. Dans un contexte politique particulier suite à la censure du gouvernement sur le texte du PLFSS, le rapporteur de la commission mixte paritaire commence son intervention en rappelant l'instabilité politique et les dangers sur les budgets 2025, en exhortant les élus du NFP d'irresponsable, plaçant le pays dans une instabilité budgétaire.

Les membres de la délégation n'ont eu de cesse de lui rappeler que la CGT reste fermement opposée au PLFSS, car nous militons pour un financement intégral de la SECU sur les cotisations patronales et salariales, excluant de fait toute décision et manœuvre politique visant à déstabiliser l'équilibre de notre modèle social. Nous lui avons rappelé que les différents gouvernements successifs ayant une volonté délibérée de servir le patronat, par des allègements de

cotisations sociales patronales, participent au démantèlement de notre modèle social, de fait nous ne pouvons que féliciter la motion de censure déposée par le NFP.

Nous lui avons ensuite réaffirmé nos inquiétudes quant aux difficultés d'accès aux soins. La désertification médicale, le manque cruel de médecins spécialisés, les Urgences fermées régulièrement, un hôpital public à l'agonie, sans oublier la psychiatrie parent pauvre de notre système de santé ne permettant plus d'accueillir dignement les malades, les médico-sociales et les structures d'accueils pour les enfants et jeunes adultes en situation de handicap, l'accompagnement de nos aînés dans les EHPAD et à domicile, nous poussent à tirer le signal d'alarme quant au danger grave et imminent qui plane sur la population iséroise tant toutes ces situations dramatiques sont répandues à travers l'intégralité du département !!!

Nous lui avons rappelé les revendications portées par les camarades de Roussillon (retraités et UL), qui militent pour la création de centres de santé sur leur territoire ; ayant appris quelques semaines auparavant les travaux de l'intercommunalité, sur la création d'un centre de santé sur la commune de Beaurepaire, les camarades lui ont fait part de leur agacement quant au manque de transparence de la part des élu.e.s d'EBER,

alors que nous portons ce combat depuis plusieurs années, et d'insister auprès de lui pour la création d'un comité de pilotage sur la construction de ce projet, auquel nous souhaiterions participer.

Le député NEUDER confirme l'information et s'engage à ouvrir un comité de pilotage pour la création d'un centre de santé auquel la CGT sera invitée à participer. Il explique sa volonté de voir le projet aboutir courant 2025, mais que pour ce faire il nous faudra trouver des médecins, ce qui reste leur principal problème.

Les camarades lui ont alors fait la proposition de débloquer les barrières administratives empêchant la venue de médecins cubains qui proposent leur aide aux pays rencontrant des difficultés sanitaires liées au manque de médecins.

La CGT participera au comité de pilotage avec l'objectif de développer un service public autour d'un centre de santé, avec des médecins salariés sur la commune de Beaurepaire avec l'objectif ultime du développement de ce genre de structure sur tout le département isérois, en imposant la venue de médecins cubains, la reconnaissance des qualifications des médecins issus de l'immigration ainsi que la formation des internes en médecine...

Affaire à suivre.

LES RETRAITÉS EN COLÈRE ET EN ACTION

Le 3 décembre, plus de 200 retraités, dont une forte présence CGT, se sont retrouvés place Félix Poulat à Grenoble. Dans le cadre d'une journée nationale d'action du « groupe des neuf » (9 syndicats et associations de retraités), ils manifestaient une nouvelle fois pour exiger une augmentation des pensions. Plus de 140 autres manifestations avaient lieu un peu partout en France. Autour du barnum CGT où quelques boissons étaient servies, des retraités distribuaient des tracts et faisaient signer la pétition. Les médias locaux, dont France 3, étaient présents et ont très bien relaté ce rassemblement. En début de soirée, une délégation a été reçue en préfecture. Elle a porté des pétitions avec 600 signatures de Grenoble, et a rappelé à la représentante du préfet les revendications des retraités.

Trois jours plus tard, 200 retraités du Nord-Isère étaient devant la permanence du député Neuder, rapporteur du PLFSS et une délégation a été reçue et a exposé les revendications et les propositions de la CGT en matière d'accès à la santé. Ils ont aussi déposé 300 pétitions pour l'augmentation des pensions.

Une nouvelle journée unitaire d'action est prévue le 20 mars 2025.

Ces actions montrent aux retraité-es la nécessité de rester syndiqué-e à la CGT lors du passage à la retraite, ce qu'a compris cette dame venue nous demander : « Dites moi comment je fais pour m'inscrire chez vous ! »



UN REPAS FESTIF RÉUSSI À LSR

34 retraités de LSR se sont retrouvés pour fêter la nouvelle année le 21 janvier à la MDH George Sand de Fontaine. Une petite équipe avait concocté un menu gourmand : foie gras, crevettes et saumon, canard aux cèpes, fromages et desserts variés. Le directeur de l'agence du Crédit mutuel de Fontaine, le Maire de Fontaine et Nicolas Benoit, comme Secrétaire général de l'UD-CGT 38 ont honoré l'assemblée de leur présence.

Après un temps de recueillement pour se souvenir de trois amis disparus en 2024, Marc-André a prononcé un discours sur le contexte général et les inquiétudes pour l'avenir. Bernard a annoncé l'assemblée générale du jeudi 13



mars. Il a rappelé les prochains spectacles et les diverses activités, ainsi que les deux séjours en Ardèche en mai et en Camargue en septembre.

Un tel moment convivial, placé sous le signe de la paix, a été très apprécié de toutes et tous.

FORMATION

JOURNÉE D'ÉTUDE



Pour les syndiqué.e.s
Ingénieur.e.s, cadres,
Technicien.nes et Agents de
Maîtrise (ICTAM) ou ayant
une responsabilité syndicale

**10
AVR
2025**

9H-17H30

CENTRE DE VACANCES
MARCEL PAUL
Rue de la Digue,
38800 Pont-de-Claix

INSCRIPTION



<https://framaforms.org/incription-journee-detude-pont-de-claix-10-avril-2025-1738329913>



NOS CAMARADES BURKINABÈ PEUVENT COMPTER SUR NOTRE SOLIDARITÉ ISÉROISE !



Depuis 1998, notre confédération, notre Union Départementale CGT Isère et nos Unions locales de Grenoble et du Grésivaudan sont en liens fraternels, en liens solidaires avec la CGT-B du Burkina Faso.

Alain Lavy acteur constant de ses liens entre la CGT-B et notre CGT iséroise nous fait ci-dessous un point précis sur l'actualité de ce « *Pays des Hommes Intègres* », et sur les conditions de militantisme syndical au Burkina. Merci Alain !

Jean-Jacques GUIGON

Des nouvelles de nos camarades de la CGT-B du Burkina

Sous le régime du capitaine Ibrahim Traore arrivé au pouvoir à l'issue des doubles coups d'Etat de janvier et septembre 2022, la situation est très compliquée.

Après 10 ans d'intervention militaire française et plusieurs années de régime militaire, la crise sécuritaire ne fait que

s'accroître : plus de 10 000 morts, 2 millions de déplacés internes, des milliers d'écoles et de nombreuses structures sanitaires fermées. 31% du territoire national échappe au contrôle de l'Etat...

Comme le dénonce la CGT-B, le pouvoir exploite

le légitime rejet par la population de la domination impérialiste et donc de la présence militaire française, mais « *sans véritablement remettre en cause l'exploitation et la domination impérialistes* ». Il développe ses liens avec l'impérialisme russe jugé plus « *accommodant* » « *et poursuit la coopération avec les institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale)* » au prix de grands sacrifices pour la population.

La situation économique devient de plus difficile avec « *le renchérissement du coût de la vie, les taxes injustes à la charge des ménages, les exonérations*

fiscales au profit des entreprises », et une corruption à grande échelle.

Les libertés individuelles et collectives font l'objet de violentes attaques. « *Le matraquage médiatique, les réquisitions illégales pour le front, la banalisation des menaces de mort, des escadrons de la mort, des enlèvements et*



disparitions forcées, etc. » impactent fortement l'activité syndicale : dans certaines régions, devenues inaccessibles « *le fonctionnement, voire l'existence même des structures ont pris un sérieux coup* ».

Cette situation complexe et dangereuse réduit les possibilités de rencontres et d'échanges directs avec la CGT-B dans lesquels se sont impliquées diverses structures de notre département et qui se sont souvent traduits par des invitations croisées à des congrès (Confédération, UD de l'Isère, UL de Grenoble et du Grésivaudan...).

Mais ces liens que nous avons pu tisser restent très importants pour nos camarades burkinabè. Qu'ils puissent compter sur notre solidarité !

Alain Lavy Syndicat CGT CAF CPAM

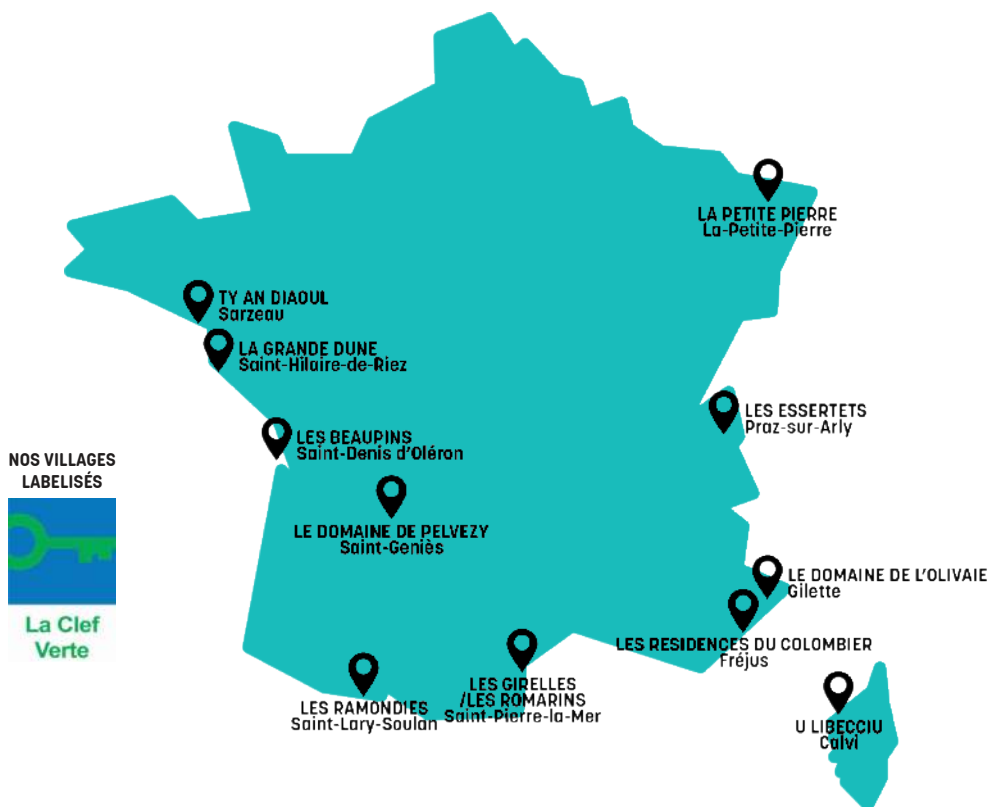


OFFRE SPÉCIALE CSE ET PARTENAIRES

partenariat

VACANCES SCOLAIRES DE PÂQUES ET WEEK-ENDS PONTS DE MAI 2025

Votre séjour en location équipée pour 4 ou 6 personnes (gîte ou mobil-home).



Prenez connaissance des offres de destination ULVF.

Pour toute réservation, vous pouvez contacter le service de réservation ULVF au 04 77 56 66 09 ou par courriel (reservation@vacances-ulvf.fr) et pour bénéficier de la remise partenaire, le code associé à communiquer est **PAR6909**.

Pour bloquer la réservation un acompte de 30% sera demandé.

Les conditions du partenariat

- L'Union départementale CGT de l'Isère a signé une convention de partenariat avec l'ULVF afin de permettre aux syndiqué·e·s du département de bénéficier d'offres à prix réduit sur les séjours vacances.

Soit une réduction permanente de -10% sur les séjours Vacances ULVF et les frais de dossiers offerts.

Cette remise est cumulable avec les offres premières minutes soit jusqu'à -25% de réduction.

BÉNÉFICIEZ DE VOTRE TARIF REMISÉ EN PRÉCISANT VOTRE CODE PARTENAIRE LORS DE VOTRE RÉSERVATION



OFFRE SPÉCIALE VACANCES SCOLAIRES DE PÂQUES ET WEEK-ENDS PONTS DE MAI 2025

Tarifs pour une location 4 personnes*	Vacances scolaires de Pâques 2025 05/04 ou 04/05/2025 8 jours / 7 nuits	Week-end de Pâques 18 ou 21/04/2025 4 jours / 3 nuits	Week-end du 1er mai 01 ou 04/05/2025 4 jours / 3 nuits	Week-end du 8 mai 08 ou 11/05/2025 4 jours / 3 nuits	Week-end de l'Ascension 29/05 ou 01/06/2025 4 jours / 3 nuits	Week-end de la Pentecôte 06 ou 09/06/2025 4 jours / 3 nuits
---------------------------------------	---	---	--	--	---	---

ATLANTIQUE

Morbihan Ty An Diaoul	354 €	176 €	172 €	165 €	165 €	165 €
Vendée La Grande Dune	455 €	222 €	224 €	192 €	192 €	192 €
Charente Maritimes Les Beaupins	348 €	173 €	179 €	189 €	189 €	189 €

MÉDITERRANÉE

Corse U Libecciu	431 €	213 €	215 €	218 €	218 €	218 €
Côte d'Azur Les Résidences du Colombier	437 €	214 €	218 €	227 €	227 €	227 €
Aude Les Girelles	378 €	-	198 €	203 €	203 €	203 €
Aude Les Romarins	328 €	167 €	167 €	199 €	199 €	199 €

CAMPAGNE & MONTAGNE

Dordogne Le Domaine de Pelvezy	419 €	206 €	207 €	211 €	211 €	211 €
Alpes-Maritimes Domaine de l'Olive	336 €	168 €	-	187 €	187 €	187 €
Haute Savoie Les Essertets	491 €	292 €	238 €	238 €	238 €	238 €
Hautes-Pyrénées Les Ramondies	372 €	184 €	185 €	187 €	187 €	187 €
Alsace La Petite Pierre	330 €	165 €	167 €	171 €	171 €	171 €

* Tarifs locations équipées 6 personnes sur demande
Offre valable jusqu'au 9 Mars 2025 + frais de dossiers offerts

Précisez votre code partenaire pour bénéficier de ces tarifs en réservant sur notre site internet ou auprès de notre centrale de réservation.
WWW.VACANCES-ULVF.COM - 04 77 56 66 09